

REVUE DE PRESSE

17 avril 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

ICI  RADIO-CANADA

Saint-Elzéar-de-Témiscouata propose d'aider les parents pour leurs frais de garde

FABIENNE TERCAEFS

La municipalité de Saint-Elzéar-de-Témiscouata est prête à financer près de la moitié des frais de garde pour les parents du village qui choisiront d'inscrire leurs enfants au nouveau service de garde scolaire pour la rentrée 2024-2025.

Depuis plusieurs années, la Municipalité réfléchit à faire naître un service de garde en milieu scolaire. Le dossier revient régulièrement en discussion au sein du conseil municipal. Cette année, les élus ont décidé de pousser le projet en proposant, pour la première fois, une contribution financière directe aux parents.

Elle s'engage à donner 4,00 \$ par jour et par enfant aux familles qui inscrivent leur enfant à temps plein dans ce futur service de garde, selon le maire de Saint-Elzéar-de-Témiscouata, Réjean Deschênes.

Ça a l'air anodin, 4,00 \$ par jour [...] mais ça correspond à presque 40 % des frais annuels, ce n'est pas banal.

- Réjean Deschênes, maire de Saint-Elzéar-de-Témiscouata

Le conseil municipal a prévu une enveloppe de 9000 \$ pour financer en partie l'inscription de 10 enfants. On ne prend pas de chance, au cas où!, s'exclame le maire qui souhaite mettre toutes les chances de son côté pour attirer les inscriptions.

Actuellement, l'école du village, qui porte un projet pédagogique de type alternatif C-Fier, compte 20 enfants inscrits pour l'année 2023-2024, selon les chiffres du Centre de services scolaire (CSS) du Fleuve-et-des-Lacs. Neuf d'entre eux résident à Saint-Elzéar. L'aide financière de la Municipalité contribuerait à payer une place en service de garde pour les neuf enfants de la communauté, mais a aussi pour but de tenter de faire revenir au village ceux qui sont scolarisés à l'extérieur et dont la municipalité ignore le nombre exact.

On sait qu'il y en a d'autres qui vont à l'extérieur. C'est peut-être 15 ou 16 enfants d'âge scolaire, indique le maire Deschênes.

Pour le moment, seuls certains élèves de l'école qui résident à l'extérieur du village ont accès à un service de

garde scolaire. Certains enfants de Témiscouata-sur-le-Lac fréquentent l'école de Saint-Elzéar et peuvent aller au service de garde scolaire de l'école primaire du quartier Cabano, à Témiscouata-sur-le-Lac. Là, on regarde un service de garde pour la clientèle locale, assure la directrice générale du CSS, Nancy Couture.

Le CSS souhaite aussi offrir le service

Le Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs évalue présentement les possibilités pour Saint-Elzéar-de-Témiscouata. Il y a un sondage de fait auprès des parents. Actuellement, ce sont trois ou quatre enfants dont les parents voudraient qu'ils fréquentent le service de garde, confirme Nancy Couture.

L'ouverture d'un service de garde scolaire est possible si six élèves sont inscrits, notamment pour avoir les subventions gouvernementales, selon la directrice générale. Le CSS fait actuellement des représentations auprès du ministère de l'Éducation pour lancer le service avec quatre élèves, tout en obtenant l'aide financière du gouvernement.

Quand on a des petits milieux, c'est difficile d'avoir le fameux chiffre magique de six pour les démarrer.

- Nancy Couture, directrice générale du CSS du Fleuve-et-des-Lacs

Souvent c'est la première année qui est la plus difficile et les années suivantes, les parents apprécient le service et on a plus d'enfants inscrits, indique Nancy Couture.

Sans financement de la part de Québec, le lancement d'un tel service est estimé entre 40 000 \$ et 45 000 \$ pour le Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs, qui évalue présentement toutes les possibilités.

Violence dans les écoles : des employés du CSS des Phares disent avoir peur

ISABELLE DAMPHOUSSE

Ils se font « mordre, grafigner, pousser, menacer, frapper, insulter »... Dans une lettre envoyée anonymement, des membres du Syndicat du soutien scolaire des Phares disent subir de plus en plus de violence de la part des élèves.

Dans cette lettre transmise par leur syndicat à la direction générale du Centre de services scolaire et aux médias de la région, des employés de soutien déplorent ne pas être entendus, ne pas être pris au sérieux et avoir peur.

Après avoir reçu cette lettre, Radio-Canada a demandé à interviewer la présidente du Syndicat du soutien scolaire des Phares, Marie-Ève Leblanc et la directrice générale du CSS des Phares, Nancy Prévèreault. Les deux femmes ont accepté de nous accorder une entrevue.

Le syndicat dit avoir reçu cette lettre avant les récents événements de violence dans des écoles primaires et secondaires du Bas-Saint-Laurent, notamment à Sainte-Luce et Matane.

La présidente du syndicat, Marie-Ève Leblanc, nous a confié s'être questionnée lorsqu'elle a reçu la missive. Elle souhaitait comprendre pourquoi des membres de son organisation syndicale ont entrepris cette démarche anonymement.

Mme Leblanc dit avoir fait un travail d'analyse de la lettre avant de la transmettre à la direction du CSS et aux médias. Elle est assez percutante, dit-elle, tout en ajoutant : C'est ce que les gens vivent sur le terrain.

La présidente syndicale tient à souligner la bonne collaboration entre la direction du CSS des Phares et son syndicat pour lutter contre ce fléau.

Une porte ouverte

La direction du CSS et le syndicat peuvent comprendre la difficulté qu'ont des employés à dénoncer directement la violence qu'ils subissent.

La directrice générale, Nancy Prévèreault, veut se faire rassurante auprès des employés. Elle les encourage à dénoncer les actes de violence.

C'est un message qu'on porte auprès de nos employés. On souhaite qu'il nous la nomme. Plus on va la connaître, plus on va être capable d'intervenir, insiste-t-elle. Si on ne

le dénonce pas, on ne pourra pas mieux intervenir. On ne pourra pas mieux la connaître.

Pour la présidente du syndicat, Marie-Ève Leblanc, crever l'abcès quand on parle de violence peut être complexe. Juste en parler, ce n'est pas évident, nous répond-elle.

Il ne faut pas se mettre la tête dans le sable. Plus on en parle, et malheureusement, il y a plus de cas, plus il faut faire quelque chose, dit-elle en prenant le soin de bien peser ses mots.

Mme Leblanc constate que des démarches ont été mises en place au CSS au cours des derniers mois, notamment après une intervention de la CNESST dans des écoles primaires de Rimouski.

Selon elle, chaque nouveau cas de violence est unique et peut avoir ses difficultés propres pour l'équipe-école, les élèves et leurs parents.

Collaboration des parents demandée

Le syndicat et le CSS partagent la même vision sur le rôle que les parents doivent jouer auprès des enfants qui ont des comportements violents. La collaboration est essentielle.

Les deux partis comprennent et savent que les parents ne sont pas tous égaux et qu'ils n'ont pas tous les mêmes outils pour aider leur enfant quand un comportement violent survient.

Je le dis, je vais me répéter souvent : les parents, il faut qu'ils nous aident à les aider et il faut qu'ils acceptent cette aide-là. Et ce n'est pas facile, dit Mme Leblanc.

La directrice générale du CSS est consciente que pour certaines familles, un travail de longue haleine est nécessaire pour la direction des écoles, que plusieurs rencontres peuvent être nécessaires entre les parents et l'équipe-école.

C'est de changer la perception du parent qui lui, a eu une mauvaise expérience avec l'école, dans son parcours scolaire. C'est vraiment de comprendre où il loge, ce parent-là, pour pouvoir le faire cheminer et l'amener à réaliser qu'on agit différemment qu'à l'époque, dit-elle.

On est ensemble avec le parent et on apprend avec lui sur son jeune. C'est vraiment important, ça, et à partir du moment où on réussit à trouver un intérêt commun, à travailler avec lui, là, il y a un déclic qui se passe.

- Nancy Prévèreault, directrice générale, CSS des Phares

De l'aide externe est parfois nécessaire pour soutenir un enfant aux prises avec un problème de comportement violent. Des spécialistes du Centre intégré de santé et de services sociaux interviennent auprès de certains élèves et ou de leur famille.

Dans certains cas, la Direction de la protection de la jeunesse est aussi impliquée. Mme Prévèreault dit recevoir un bon appui de sa part.

La formation, une clé pour lutter contre la violence

Pour contrer la violence, la formation est identifiée comme un des éléments clés pour aider le personnel scolaire à prévenir et intervenir efficacement.

Est-ce que le personnel est suffisamment formé pour intervenir? À cette question, la directrice générale du CSS répond honnêtement que non : Est-ce qu'elle est suffisante? La réponse, c'est non, mais on essaie de la multiplier et donner la meilleure formation pour soutenir nos employés, y compris nos employés de soutien.

La présidente du syndicat, Marie-Ève Leblanc, abonde dans le même sens, tout en soulignant que le CSS fait des efforts pour former ses employés. Ça demande du temps, souligne-t-elle.

Fait qui peut être parfois méconnu : le personnel scolaire n'ose plus faire d'interventions physiques auprès des élèves. D'où l'importance de la formation, pour que le personnel scolaire sache comment bien agir lorsqu'une intervention est nécessaire.

"Quand il arrive une situation X, je crains des représailles, je ne veux pas me faire renvoyer", illustre Mme Leblanc.

Pour Mme Prévèreault, ce mythe concernant les interventions physiques est préoccupant. Effectivement, on peut aller là, justement, pour protéger l'élève et protéger le personnel également, dit-elle.

On a du travail à faire pour harmoniser nos pratiques. Il y a des milieux qui disent qu'on ne peut pas toucher à l'élève, il y a des milieux qui le font. Donc moi, je veux être en cohérence vraiment avec les pratiques au niveau du Centre de services scolaire des Phares, ça me préoccupe beaucoup.

Depuis l'automne, des équipes tactiques interviennent dans les écoles où les cas de violence sont préoccupants. Des ressources supplémentaires sont dédiées à ces milieux pour les apaiser et les outiller et cela donne des résultats, selon la directrice générale.

L'organisation a-t-elle les moyens financiers pour atteindre ses objectifs pour lutter contre la violence? Mme Prévèreault répond que le MSSS accorde de l'argent pour contrer la violence et l'intimidation dans les écoles.

Est-ce que c'est moins qu'avant? : Oui, peut-être, mais nous, on veut maximiser ces sommes-là pour s'assurer que les moyens que l'on choisit soient mis en place, dit-elle en spécifiant que les directeurs des centres de services scolaires ont tout le loisir de répondre [au ministère de l'Éducation] qu'on n'a pas nécessairement les moyens. Je pense qu'on est écouté dans ce sens-là.

Le Syndicat du Soutien Scolaire des Phares – CSN (SSSDP-CSN) représente plus de 650 membres des trois secteurs usuels (général, adaptation scolaire et services de garde) répartis dans 45 établissements couvrant les MRC de Rimouski-Neigette et de La Mitis.

Chronique | Paule Vermot-Desroches

Les vaccins causent l'autisme? | Un suppléant de l'école secondaire Chavigny congédié

Par Paule Vermot-Desroches, Le Nouvelliste

CHRONIQUE / Les Amish ne sont pas autistes puisqu'ils n'ont jamais été vaccinés. L'élection de 2020 aux États-Unis a été une arnaque totale. Voilà un tout petit avant-goût de ce qui est soutenu par un professeur suppléant de l'école secondaire Chavigny à Trois-Rivières qui, jusqu'à lundi, enseignait le cours d'Éthique et culture religieuse aux élèves de cinquième secondaire. Une situation qui soulève de sérieuses questions sur les processus qui sont mis en place pour savoir qui on embauche lorsque vient le temps de trouver un enseignant dans nos écoles.

L'affaire a fait grand bruit depuis les dernières heures à Chavigny, et a été dénoncée par plusieurs parents à la direction. Lundi, la direction de l'école et du Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy ont été informés de ce qui se passait. L'homme a été rencontré et on a mis fin à son contrat, lui qui assurait le remplacement d'un autre enseignant parti pour une certaine période de temps.

Mais pour plusieurs parents, la situation soulève de sérieuses questions sur le processus d'embauche, alors que les agissements du professeur, notamment sur les réseaux sociaux, étaient connus depuis longtemps et même visibles de tous. Encore mardi, on pouvait facilement accéder à une panoplie de ses publications sur sa page intitulée QC Patriote.

Parmi les vidéos qui ont commencé à circuler dans l'école, une vidéo le montrait dans les rues d'Ottawa, lors de la manifestation des camionneurs, visiblement intoxiqué, et en train de pourchasser des journalistes avec son téléphone pour les insulter.

La vidéo a fait bondir Michel*, dont l'enfant suivait le cours ECR avec l'homme depuis son arrivée à l'école.

«Ce qui me jette à terre, c'est que c'était connu, du moins de la part de l'enseignant qu'il a remplacé», indique Michel. En effet, selon son enfant, l'enseignant aurait prévenu ses élèves, avant de partir en congé, que la personne qui allait le remplacer partageait des choses «un peu spéciales» sur ses réseaux sociaux, mais qu'il était convaincu que ça se passerait bien.

«Dès le premier cours, mon fils est revenu de l'école en me disant que le professeur soutenait que les Amish n'étaient pas autistes parce qu'ils ne se faisaient pas vacciner», évoque le père, encore secoué par cette histoire.

Outre ces propos, l'enseignant maintenant congédié a déjà évoqué plusieurs choses sur ses réseaux sociaux, relayant aussi des publications de complotistes bien connus, notamment François Amalega. Des publications sur les *chemtrails*, sur l'éveil global, le *deepstate* et sur «l'arnaque climatique» font également partie de ses publications fréquentes. Toutefois, en mode public, il n'a rien partagé depuis l'automne 2023.

Dans une vidéo enregistrée en juin dernier, il déplorait notamment que des professeurs puissent se faire congédier pour remettre en question les vaccins. Il évoque qu'en enseignant l'éthique, il est normal qu'un enseignant puisse pouvoir parler des pour et des contre de la vaccination.

Au Centre de services scolaire, on a transmis une déclaration écrite aux médias, mardi après-midi.

«Hier soir, le Centre de services scolaire a été informé de la situation. Dès ce matin [mardi], la direction de l'école a rencontré l'enseignant concerné et le Service des ressources humaines a mis fin au lien d'emploi. Cette personne avait été engagée pour la première fois afin d'effectuer un remplacement. Au total, il aura travaillé 12 jours pour le Centre de services scolaire. Nous tenons à souligner que la sécurité des élèves n'a jamais été compromise. Des vérifications nous

confirment que la personne n'a aucun antécédent judiciaire. Cependant, les propos et les valeurs exprimés par cette personne ne correspondent nullement aux normes attendues de nos membres du personnel ainsi qu'aux valeurs de notre organisation», indique la porte-parole du Centre de services scolaire, Anne-Marie Bellerose.

Mais pour Michel, le mal est fait, puisque ce congédiement qu'on vient de prononcer à l'endroit de l'enseignant pourrait servir la cause de plusieurs personnes relayant ses idées, faisant de lui une «victime du système».

«Il me semble que ce n'est pas bien compliqué d'aller vérifier les réseaux sociaux des gens que l'on compte embaucher. Ce n'était même pas caché, il s'affichait très ouvertement», signale le père de famille.

Mardi après-midi, le Centre de services scolaire n'était pas en mesure de donner de détails sur les procédures d'embauche en ce qui concerne les réseaux sociaux des candidats. Toutefois, on a répété que l'homme n'avait aucun antécédent judiciaire.

**Michel a demandé à ne pas dévoiler son identité, craignant des représailles pour ses enfants.*

ICI  RADIO-CANADA

Enseignant complotiste : le père d'un élève de l'école Chavigny furieux

KATY CLOUTIER
FRANCIS BEAUDRY

Le père d'un élève de cinquième secondaire de l'école Chavigny compte poursuivre ses démarches en lien avec le dossier d'un enseignant remplaçant qui aurait tenu des propos complotistes en classe, même si celui-ci a été congédié au cours des derniers jours.

Cet enseignant de Chavigny vient d'être congédié après que des parents aient alerté la direction sur des propos complotistes qu'il aurait véhiculés en classe. Selon nos infos, il venait d'être embauché pour un remplacement dans un cours d'éthique.

L'homme en question partage plusieurs théories complotistes sur un compte Facebook.

Des élèves auraient même fait circuler une vidéo YouTube où on l'aperçoit en état d'ébriété invectiver des journalistes lors du convoi de la liberté à Ottawa pendant la pandémie.

Le père d'un élève, qui a témoigné sous couvert de l'anonymat pour éviter que son fils ou lui ne soit la cible de représailles, ressent encore de la colère. Il croit que l'école aurait dû vérifier les réseaux sociaux de l'enseignant avant son embauche il y a deux semaines, parce que c'est une situation qu'il qualifie de dangereuse.

Dans le parcours scolaire de mes enfants, j'ai vu la qualité de ce qui était offert diminuer constamment. Mais là on arrive à un point où ce n'est pas juste de l'incompétence, ça devient dangereux pour la santé mentale des élèves qui sont là, déplore-t-il.

Il compte porter plainte au Protecteur national de l'élève, afin que cet événement laisse des traces dans le système. Il raconte que les élèves ont été exposés à de nombreuses informations qui sont fausses.

Il disait que chez les amish, il n'y a pas d'autisme puisqu'ils ne sont pas vaccinés. Il y avait des propos aussi complotistes au sujet de Donald Trump et de différents

enjeux liés à l'environnement, et on se retrouve à ce moment-là dans un cours d'éthique, dit-il.

Il déplore que le CSS ait tout de même procédé à son embauche, même si l'enseignant qu'il remplaçait avait déjà flairé qu'il était un individu un peu particulier après avoir scruté ses réseaux sociaux.

C'est donc dire qu'avant même son arrivée, l'école ou du moins des individus dans l'école, savaient très bien de qui il s'agissait, de quel type de discours il était capable de tenir. Puis malgré tout, on a accepté que cette personne-là se retrouve devant des élèves dans une école secondaire, déplore-t-il.

La direction du Centre du service scolaire du Chemin-du-Roy, dit avoir agi rapidement dès qu'elle a été mise au fait de la situation. Elle n'accordera pas d'entrevue à ce sujet.

Il s'agissait de la première fois que l'enseignant a été embauché par le CSS, il travaillait pour celui-ci depuis 12 jours, soit deux semaines d'école.

Une lettre a été envoyée aux parents en début d'après-midi pour les informer de la situation, rassurant les parents que les valeurs de [l']école doivent être véhiculées et mises de l'avant par l'ensemble [du] personnel.

Joint au téléphone en fin d'après-midi mardi, le président du Syndicat de l'enseignement des Vieilles-Forges, Stéphane Béland, n'avait pas encore été informé de cette situation.

ICI  RADIO-CANADA

Des étudiants en construction de l'Outaouais courtisés pour travailler en Ontario

AMADOU BARRY

Un syndicat d'employés ontarien est présentement en mode séduction en Outaouais dans l'espoir de recruter de nouveaux travailleurs de la construction. L'organisme syndical a même choisi le centre de formation professionnelle Asticou de Gatineau pour afficher sa publicité miroitant une multitude d'avantages à travailler de l'autre côté de la rivière.

Si vous êtes dernièrement allés au centre Asticou, vous aurez certainement vu l'affiche publicitaire de la section 527 du syndicat LiUNA sur l'abribus juste devant l'établissement. Loin d'être un hasard, la publicité vise à coup sûr à recruter les étudiants du centre de formation professionnelle des Portages-de-l'Outaouais.

En plus de faire la promotion de divers emplois dans plusieurs domaines en Ontario, l'annonce met également en avant de généreux salaires à la clé. On parle notamment de 54,62 \$/heure pour un soudeur certifié, 44,30 \$/heure pour un signaleur en construction de routes et 61,02 \$/heure pour un opérateur en équipement lourd dans la démolition.

Une pratique connue

Pour nous, ce n'est pas une nouvelle. Il y a des agences de placement qui font fréquemment sur les réseaux sociaux de la publicité pour recruter des travailleurs du Québec pour aller en Ontario, explique le directeur général de l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) Outaouais-Abitibi-Témiscamingue, Nicolas Brisson.

Pour lui, c'est la situation frontalière avec l'Ontario qui explique d'ailleurs en grande partie la plus grande pénurie de main-d'œuvre en Outaouais par rapport à d'autres régions.

C'est dramatique pour notre région parce qu'on a un taux d'inoccupation le plus bas de notre histoire. On doit construire des milliers de logements et d'infrastructures au cours des prochaines années, affirme M. Brisson. Il soutient que cette pénurie de main-d'œuvre fait en sorte que la capacité de construire des entrepreneurs de la région diminue.

Le gouvernement du Québec a lancé en automne dernier un programme de formations accélérées et payées afin de recruter de 4000 à 5000 travailleurs additionnels dans le domaine de la construction. Les élèves touchent une bourse de 750 \$ par semaine pendant leur formation sans être obligés de travailler au Québec à la fin du programme.

Statut particulier pour l'Outaouais

C'est pour ça qu'on exige qu'il y ait un amendement au projet de loi 51 du ministre du Travail pour moderniser la construction, pour qu'il y ait un statut particulier pour la région de l'Outaouais et toutes les régions frontalières au Québec avec l'Ontario pour faciliter l'accès à l'industrie pour les travailleurs, demande le directeur général de l'APCHQ Outaouais-Abitibi-Témiscamingue.

Il assure que ce statut particulier permettrait à l'Outaouais de perdre moins de travailleurs et de rapatrier la main-d'œuvre québécoise en raison de l'allègement de la réglementation qui exige un certificat de compétence avant d'exercer au Québec contrairement à l'Ontario.

Il n'est pas question de statut particulier, mais il est question certainement de tenir compte de la réalité particulière de la région de l'Outaouais et de s'assurer que dans le projet de loi visant à moderniser l'industrie de la construction, qu'on respecte ces particularités, répond le ministre du Travail du Québec, Jean Boulet.

Pour lui, cela permettrait à des personnes du Québec ayant suivi une formation et eu de l'expérience de travail en Ontario, de bénéficier d'une forme de reconnaissance de leurs compétences et de leurs acquis au Québec. On va s'assurer que ces personnes puissent bénéficier des mêmes avantages que les travailleurs et travailleuses ontariens, confie le ministre du Travail.

Avec le projet de loi 51, on veut simplifier l'accès à l'industrie de la construction, notamment pour les femmes et pour les groupes issus de la diversité.

- Jean Boulet, ministre du Travail du Québec

Contactés par Radio-Canada, le Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais et la section 527 du syndicat LiUNA n'ont pas souhaité commenter le dossier.

Avec les informations de Rosalie Sinclair et de Mama Afou



NOUVELLE GRÈVE DE CHAUFFEURS

10 000 ÉLÈVES N'AURONT PAS DE TRANSPORT SCOLAIRE

Environ 10 000 élèves seront privés de transport scolaire dans les deux prochaines semaines, à Montréal et à Laval, en raison d'une grève venant d'être déclenchée chez Autobus Idéal. C'est surtout la question des salaires qui achoppe. « L'employeur a les sous, mais il veut les garder pour lui. C'est ça, la réalité. L'argent est là, mais il ne descend pas dans les poches des chauffeurs. On est

tannés d'avoir des salaires minables », déplore la présidente du Secteur du transport scolaire à la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN), Josée Dubé.

— Henri Ouellette-Vézina, *La Presse*



CHRONIQUES

Une histoire de robot

PHILIPPE MERCURE

La Presse

Le courriel est tombé dans ma boîte par un mardi matin. Une lectrice, Carole Mari, voulait me raconter une histoire. Une histoire... de robot.

Un robot entièrement conçu par des élèves du secondaire du Collège Charles-Lemoyne, à Longueuil.

« Ce que j'ai vu dans leur équipe est miraculeux, m'a-t-elle écrit. J'ai vu des jeunes se mobiliser, travailler d'arrache-pied les soirs après l'école, les fins de semaine, se coucher tard pour travailler sur le robot. Spark (c'est le nom du robot) est né à la sueur du front de ces jeunes qui ont travaillé tellement fort ! Mon fils Quentin, qui était en voie de décrocher car il s'ennuyait tellement au secondaire, a vu sa motivation remonter en flèche. »

Quand j'ai voulu voir Spark, la semaine dernière, le robot n'était pas là. Il était dans un camion, en route vers une pizzeria de Houston, au Texas, pour participer à la compétition internationale Robotique FIRST. Oui, une pizzeria. Je vous expliquerai.

J'ai toutefois rencontré quelques-uns de ses créateurs. Ariana, Nathan, Malika, Quentin et Maël étaient sur le point de s'envoler pour Houston pour aller rejoindre leur robot. Ils avaient des étoiles dans les yeux et mille choses à raconter – des détails techniques, des anecdotes sur des pizzas dévorées en groupe dans des logements d'Albany, des histoires de moteur brûlé remplacé à la toute dernière seconde dans des compétitions.

Autour d'eux, des adultes – un prof de science, une technicienne de travaux pratiques, un directeur d'école, des parents bénévoles. Ils avaient l'air de tripper au moins autant que les ados. Au point où il y a des moments de l'entrevue où tout le monde voulait parler en même temps... et je vous jure que les moins disciplinés n'étaient pas les jeunes.

Il y a plusieurs années, mon collègue Patrick Lagacé avait raconté comment la compétition Robotique FIRST avait stimulé les élèves de l'école secondaire Monseigneur-Richard, à Verdun¹. Ma rencontre avec ceux du Collège

Charles-Lemoyne confirme à quel point ce tournoi est un générateur de passions.

C'est Philippe Ouellette, enseignant de sciences au Collège Charles-Lemoyne, qui a eu l'idée d'embarquer ses élèves dans cette compétition. Les attentes étaient modestes. La plupart des équipes qui connaissent du succès peaufinent des robots qui s'améliorent au fil des ans. Les élèves de Charles-Lemoyne, eux, partaient de zéro.

« Le 6 janvier, on n'avait absolument rien. Pas de robot, pas de pièces, rien », raconte Nathan Larose, élève de 5^e secondaire et gestionnaire du site web de Spark².

Ce jour-là, ils ont reçu le cahier des charges de la compétition – 126 pages de spécifications techniques et de règlements. Le simple fait de le feuilleter m'a découragé. Pas eux.

Leur mission : fabriquer un robot capable d'attraper des anneaux au sol, puis de les catapulter dans un but. Pendant les compétitions, les robots des différentes équipes sont jumelés pour s'affronter trois contre trois.

Sous la direction d'Ariana Castro, une élève de 5^e secondaire désignée gestionnaire d'équipe, les 21 ados intéressés ont été répartis entre quatre équipes – mécanique, électrique, programmation, marketing. N'allez pas penser qu'ils étaient tous cracks en informatique. Plusieurs du lot ont des plans d'intervention.

Trois « entraîneurs » membres du personnel de l'école et sept « mentors » (des parents bénévoles) les ont soutenus.

Ariana exhibe des feuilles Excel sur lesquelles chaque tâche et chaque problème sont identifiés et assignés à quelqu'un. Être patron d'entreprise, je ferais une promesse d'emploi à cette fille demain matin.

Conception 3D par ordinateur, programmation en C++, coupe laser, alouette : les élèves ont appris à maîtriser toutes sortes d'expertises. Pendant ce temps, d'autres planchaient sur le site web, approchaient des commanditaires ou cherchaient des fonds. Les élèves ont notamment fabriqué et vendu des boules de Noël pour récolter de l'argent et cogné à la porte du directeur de l'école pour le convaincre d'avancer des milliers de dollars.

À la compétition de Montréal, en mars, surprise : Spark remporte la troisième place et le prix de l'équipe recrue. Quelques semaines plus tard, à Albany, dans l'État de New York, l'équipe rafle la toute première place au terme d'un parcours rocambolesque. Sans le bris d'un robot concurrent, elle n'aurait même pas accédé à la finale.

« On est devenu l'équipe Cendrillon ! », s'exclame Julie Casgrain, technicienne en travaux pratiques du collège.

Ces performances ont valu à Spark une invitation à la finale mondiale de Houston qui démarre ce mercredi.

Acheminer Spark au Texas a été un « feuilleton » assez typique de l'ensemble de l'aventure, comme le dit l'enseignant Philippe Ouellette.

Démonter le robot, le mettre en pièces détachées dans des valises et le remonter là-bas ? L'équipe ne voulait pas prendre ce risque. Faire appel à une entreprise d'expédition ? Trop cher. C'est le bouche à oreille qui a

permis de trouver le beau-frère de quelqu'un prêt à l'acheminer. D'où cette livraison peu orthodoxe dans une pizzeria.

Quand je demande aux ados ce qu'ils ont appris de l'aventure Robotique FIRST, ils en ont long à dire.

« J'ai appris à prendre ma place et mettre mon pied à terre. Parce qu'on va se le dire, le marketing est souvent la dernière priorité », dit Malika Chatelais, cheffe de l'équipe marketing.

« J'ai appris à parler aux juges – je n'avais jamais fait ça. Et en allant à Albany, j'ai pratiqué mon anglais », dit Maël Prado. Cadet du groupe, cet étudiant de 2^e secondaire rêve de devenir ingénieur en aérospatiale depuis qu'il a vu le robot *Perseverance* atterrir sur Mars.

« J'ai appris à gérer des humains », dit quant à elle la gestionnaire d'équipe Ariana Castro.

J'ai eu des nouvelles du groupe à son arrivée à Houston. Les jeunes ont visionné ensemble le film *Apollo 13* (« depuis Houston, ce n'est pas pareil ! »), avant d'aller visiter le Houston Space Center.

La compétition s'étire jusqu'à vendredi. Une demi-douzaine d'écoles québécoises y participe. Peu importe les résultats, les jeunes qui sont là-bas auront gagné. Parce qu'ils auront goûté au trop rare bonheur de s'investir pleinement dans quelque chose.

Les écoles de la Fraternité St-Pie X sous la loupe

Par Jasmine Rondeau, La Tribune

Les établissements scolaires privés de la Fraternité sacerdotale St-Pie X, à Lévis et à Saint-Césaire, feront l'objet de vérifications plus approfondies par le gouvernement, ont appris les Coops de l'information. Après des révélations sur le mouvement religieux et ses prêtres qualifiés de «troublantes» par le ministre de l'Éducation Bernard Drainville et la porte-parole de l'opposition officielle en matière d'éducation, Madwa-Nika Cadet, l'attention est désormais portée sur les 154 élèves qu'elle rassemble en ses deux campus.

Liée à des dénonciations d'abus physiques et sexuels dans plusieurs pays, la Fraternité sacerdotale St-Pie X (FSSPX) a réalisé à l'automne dernier son projet d'ouvrir sa deuxième école privée ultra-catholique au Québec. Il s'agit de l'école primaire St-Joseph, à même sa maison supérieure du district du Canada, à Saint-Césaire.

Ce groupe catholique intégriste non reconnu par le Vatican dirigeait déjà l'école primaire et secondaire Sainte-Famille, à Lévis, depuis 1989. Les deux écoles sont autorisées par le ministère de l'Éducation, sans toutefois recevoir de subventions.

Selon les données du Ministère, l'école de Lévis rassemble 147 élèves, tandis que celle de Saint-Césaire en compte 7. Depuis mars 2016, moment à partir duquel les plaintes sont encore disponibles, aucune plainte n'a été déposée contre l'école de la Sainte-Famille, confirme-t-on.

Cependant, des enquêtes journalistiques et des procès sèment l'indignation sur la Fraternité, à qui on a reproché d'entretenir un système qui perpétue et camoufle les abus de ses membres, en plus de dérives sectaires. La Fraternité réfute toutefois les reproches faits à sa structure.

«Futurs leaders catholiques»

Dans un reportage diffusé sur la chaîne M6 en mars, l'émission d'enquête Zone interdite s'est précisément penchée sur la Fraternité et son système d'éducation en France. On y a notamment relevé l'utilisation de livres scolaires révisionnistes, où on camoufle ou diminue l'Holocauste et glorifie le général nazi Philippe Pétain. Des ouvrages utilisés justifient même l'Apartheid en Afrique du Sud en évoquant ses «effets positifs» sur les Blancs.

Pourquoi avoir ses propres écoles? Dans une lettre signée en 2021 par le directeur de l'école Sainte-Famille, publiée sur le site canadien de la FSSPX, on explique clairement la position de la Fraternité sur l'école publique du Québec :

«Toute intelligence un tant soit peu honnête reconnaît combien l'école officielle détruit aujourd'hui l'éducation des enfants, corrompant leurs jeunes âmes par un programme profondément pervers. L'immoralité (surtout contre nature) est imposée comme une norme.»

— L'abbé Raphaël d'Abbadie, dans une lettre publiée sur le site de la FSSPX

Sur le site web de la Fraternité, on explique également former «les futurs leaders catholiques».

Le supérieur du district du Canada de la Fraternité, l'abbé Yves Le Roux, a refusé nos demandes d'entrevue et de visites à l'école de Saint-Césaire. Nous ayant demandé de soumettre nos questions par écrit, l'abbé Le Roux n'a pas donné suite à celles concernant son programme scolaire.

«S'il faut agir, nous allons le faire», dit le cabinet de Drainville

La députée libérale et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'Éducation, Madwa-Nika Cadet, s'est montrée choquée par les faits colligés par les Coops de l'information en lien avec la Fraternité. «Ça semble surréel. Et si j'ai été troublée, je suis persuadée que les lecteurs ont aussi été extrêmement troublés par ce qu'ils ont vu.»

Celle-ci demande que le ministère de l'Éducation fasse les «vérifications qui s'imposent» et qui sont déjà possibles au sujet de la formation et la sécurité des élèves dans les écoles de la Fraternité. Selon les informations obtenues par les Coops, cette étape serait en voie d'être amorcée.

Dans un deuxième temps, Mme Cadet souhaite que si des éléments sont portés à la connaissance du ministre Drainville, qu'il utilise ses nouveaux pouvoirs octroyés par l'adoption du projet de loi 47, soit la Loi visant à renforcer la sécurité des élèves concernant notamment les actes de violence à caractère sexuel.

«Le ministre dispose maintenant, depuis à peu près une semaine, des leviers et des pouvoirs pour faire enquête s'il y a un élément qui est porté à sa connaissance», dit-elle.

Le ministre Drainville, qui est d'ailleurs député de Lévis, où se trouve l'école de la Sainte-Famille, n'a pas pu se rendre disponible pour une entrevue, mardi. Dans une réponse écrite, son cabinet indique que «les faits rapportés sont en effet troublants».

«S'il faut agir, nous allons le faire», dit-il, évoquant d'ailleurs les nouvelles mesures du PL47.

«Soyons clairs, jamais nous ne ferons de compromis sur la réussite de nos élèves, mais aussi sur leur sécurité, écrit-on. Le Ministère nous assure que des vérifications sont réalisées dans ces deux établissements en particulier, comme ils le font également dans les autres écoles privées lorsqu'il y a des plaintes, mais aussi de façon aléatoire. Ceci étant dit, rappelons que les élèves de ces écoles sont soumis aux mêmes exigences relativement au cadre pédagogique et suivent les mêmes examens du ministère que l'ensemble des élèves du Québec.»

Accès difficile

Les Coops de l'information ont rendu une visite spontanée à l'école Saint-Famille à Lévis, le 28 mars dernier.

Vers 14 h, l'école était pratiquement déserte. «C'est la semaine sainte. Les élèves sont en sortie présentement», explique l'Abbé et directeur de l'école Raphaël d'Abbadie, lorsque questionné par les Coops.

Un seul autre employé est présent sur les lieux. Tous deux sont habillés de la tête aux pieds en habits de prêtre et présentent un accent européen.

Sur place, on croirait à un retour dans le temps. Le vieux bâtiment est entouré d'un vaste terrain avec une grange et des sentiers sinueux. À l'intérieur, des signes religieux décorent presque tous les murs.

Durant leur brève visite, les Coops n'ont observé aucun bureau ou tableau, comme on peut retrouver dans une classe standard. L'endroit avait plutôt des allures de lieu de culte.

Après une brève discussion, le directeur de l'école Sainte-Famille a refusé de répondre aux questions. «C'est notre semaine la plus occupée, ce n'est pas un bon moment», a répondu l'abbé d'Abbadie.

Les Coops de l'information ont plutôt été invitées à contacter l'abbé par courriel, sans suite.

«Bulle»

Les Belges Florence et Carlo Peeters, qui étaient des fidèles de la Fraternité avant que leur fils ne soit agressé sexuellement par un prêtre dans l'un de ses pensionnats, sont mitigés. Ils reconnaissent avoir pu offrir une éducation «de qualité» à leurs enfants au sein de leurs écoles traditionnelles. «Mais si c'était à refaire, en tout cas pour moi, je ne les mettrais pas dans ces écoles-là», note Mme Peeters.

Celle-ci explique que dans la «bulle» du système autoritaire de la Fraternité, qui présente une opposition avec le monde extérieur, ses enfants n'étaient pas en mesure de signaler les problèmes qui pouvaient survenir, ou même de les identifier.

«On met nos enfants dans ces écoles-là pour les protéger. Mais un jour, ils vont sortir de ces écoles et ils seront confrontés au monde. Et là, je vais vous dire, c'est un choc», ajoute-t-elle.

Au ministère de l'Éducation, on assure que les écoles doivent se soumettre au Programme de formation de l'école québécoise et que le Ministère exerce «un suivi et un accompagnement constant auprès des établissements privés» afin qu'ils respectent la loi.

«Des vérifications peuvent être effectuées de façon ciblée, par exemple lors d'une plainte ou d'un renouvellement de permis. Des vérifications peuvent aussi être effectuées de façon aléatoire. Le Ministère peut

prendre des dispositions pénales conformément au chapitre 10 de la Loi sur l'enseignement privé.»

Lors de toute demande relative au permis, le demandeur doit «faire la démonstration de la disponibilité des ressources humaines, financières et matérielles ainsi que du respect du cadre légal et réglementaire», explique-t-on.

Avec la collaboration de Victoria Baril du Soleil.

ICI  RADIO-CANADA

École secondaire de Matane : un homme de 41 ans arrêté

VÉRONIQUE DUVAL

La Sûreté du Québec (SQ) a procédé à une troisième arrestation en lien avec l'opération policière qui s'est déroulée à l'école secondaire de Matane la semaine dernière.

Les policiers ont arrêté un homme de 41 ans de la région qui s'est introduit à l'intérieur de l'établissement pendant le confinement barricadé.

Les images de la scène ont été relayées sur les médias sociaux pendant l'événement. L'individu a déjoué le périmètre de sécurité, est monté sur le toit, a ouvert une fenêtre et est entré dans l'école.

Les policiers ont localisé l'homme très rapidement. Il a été interpellé, escorté et identifié. Il a été écarté rapidement comme étant une menace potentielle pour la sécurité des élèves. Il n'est pas en lien avec les motifs du confinement préventif qui s'est déroulé dans l'établissement, affirme le porte-parole de la Sûreté du Québec, Frédéric Deshaies.

Il est présentement interrogé et sera libéré pour la suite des procédures. Ce sera au directeur des poursuites criminelles et pénales, après études et analyses du dossier, d'identifier les accusations qui pourraient être portées.

La SQ tient à mentionner que la présence de cet homme n'a jamais mis la sécurité des étudiants en péril.

L'homme pourrait faire face à un chef d'entrave à un agent de la paix et de nuisance publique.

Selon le Centre de services scolaire des Monts-et-Marées (CSS), il pourrait s'agir d'un père inquiet qui souhaitait secourir son enfant. Une information que la Sûreté du Québec a refusé de confirmer.

Encore beaucoup de questions

À savoir comment cet homme de 41 ans a réussi à pénétrer le périmètre de sécurité érigé par les policiers de la SQ, le porte-parole a répondu que la majorité des effectifs ont rapidement été déployés à l'intérieur de l'établissement.

Pourquoi? Pour s'assurer de la sécurité des étudiants et des membres du personnel. Au fur et à mesure que les effectifs sont arrivés de différentes régions, nous avons bonifié le périmètre de sécurité, explique M. Deshaies.

Dans une déclaration écrite, le CSS des Monts-et-Marées se dit surpris d'apprendre qu'un homme ait réussi à avoir accès au toit de l'école puisqu'il n'y a pas d'accès extérieur, comme une échelle qui permet d'y monter.

La directrice générale par intérim, Marie-Pierre Guénette, souligne qu'un comité d'analyse critique de l'événement du confinement barricadé se penchera sur cet élément afin de voir si des mesures supplémentaires pourraient être prises.

Elle mentionne que les caméras de l'école fonctionnent, certaines mieux que d'autres, cependant.

Avec les informations de Pierre-Gabriel Turgeon

Section Jeunesse Desjardins

Quand le Sénat s'invite à l'école secondaire

Par Amélie Houle, Le Nouvelliste

Quel est le rôle du Sénat dans le processus législatif canadien et surtout, quel est le rôle des sénateurs qui le compose ? Ces questions, ce sont celles que les élèves de quatrième et cinquième secondaire de l'école secondaire La Découverte de Saint-Léonard-d'Aston ont pu poser dernièrement à une invitée toute spéciale : la sénatrice Raymonde St-Germain.

«Ancienne protectrice du citoyen du Québec et sous-ministre des Relations avec les citoyens et de l'immigration, la sénatrice St-Germain a partagé son parcours professionnel et a souligné que le Sénat est accessible à tous les Canadiens, provenant de divers milieux de la société. Les élèves ont été captivés par ses explications et ont eu l'occasion de poser de nombreuses questions sur le rôle du Sénat dans le processus législatif», explique-t-on.

En plus d'expliquer le fonctionnement du système politique canadien et le rôle important du Sénat, la sénatrice St-Germain a également eu l'occasion de visiter l'école du Centre-du-Québec, en plus de rencontrer les élèves du comité de l'environnement.

«Elle a découvert les réalisations impressionnantes de la Fondation de l'école La Découverte, qui a réalisé 50 projets totalisant 429 000\$ au cours des cinq dernières années», précise-t-on.

Section Jeunesse Desjardins

Une salle de spinning voit le jour à l'école secondaire La Découverte

Par Amélie Houle, Le Nouvelliste

L'ancien vestiaire de l'équipe de football de l'école secondaire La Découverte de Saint-Léonard-d'Aston n'existe plus. C'est un tout nouveau plateau sportif qui est désormais offert aux élèves de l'endroit, alors qu'une salle de spinning vient de voir le jour.

Un total de 30 vélos achetés afin de transformer l'ancien vestiaire, c'est tout ce qu'il fallait pour mettre sur pied une salle d'entraînement moderne et fonctionnelle.

«Les données alarmantes concernant la santé des jeunes, révélées par une étude de l'Université de Sherbrooke, mettent en lumière la prévalence croissante de l'anxiété, de l'obésité et du diabète de type 2 parmi les adolescents. En réponse à ces défis, l'école secondaire de Saint-Léonard-d'Aston a décidé de prendre des mesures concrètes pour encourager un mode de vie actif et sain parmi ses élèves», précise-t-on.

La nouvelle salle qui a pu voir le jour grâce notamment à la Fondation de l'école secondaire La Découverte permettra ainsi aux élèves de renforcer leur condition physique et leur bien-être mental lors de séances de spinning.

«Mettre en place ces nouvelles installations sportives va bien au-delà de simplement fournir des équipements, c'est un investissement dans la santé et le développement global de nos jeunes», mentionne Chantal Morin, directrice de l'établissement scolaire.

Un mois de grève chez Autobus Gil-Ber et chez Autobus Germain-Perreault



Photo archives

Lundi le 15 avril 2024, le Syndicat des travailleurs des Autobus Gil-Ber (CSN) et le Syndicat des travailleurs des Autobus Germain Perreault (CSN) ont tous deux envoyé un avis de grève au ministère du Travail dans le but de déclencher une période d'un mois de grève à partir du 1er mai prochain.

Le Centre de services scolaire des Samares sera touché dans le cas d'un déclenchement de grève; plusieurs centaines d'élèves utilisant ce service.

À propos

Le Syndicat des travailleurs des Autobus Gil-Ber (CSN) rassemble 65 membres alors que le Syndicat des travailleurs des Autobus Germain Perreault (CSN) en regroupe 11. Tous deux sont affiliés à la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN). La FEESP-CSN compte plus de 425 syndicats affiliés représentant 65 000 membres œuvrant dans le domaine des services publics et parapublics. Le Conseil central de Lanaudière – CSN regroupe 81 syndicats représentant plus de 14 000 membres sur l'ensemble du territoire de Lanaudière.

Un programme d'aide aux devoirs entre cégépiens et élèves du primaire s'amène en Matanie

Benjamin Ducornait | Initiative de journalisme local



Cette année, le Cégep de Matane accueille 610 étudiant.e.s en formation régulière et 500 en formation continue. Photo Romain Pelletier

Le Cégep de Matane et le Centre de services scolaires des Monts-et-Marées s'associent avec l'École des Grands pour lancer un programme parascolaire de mentorat.

Les jeunes du primaire de la région pourront bientôt recevoir de l'aide aux devoirs directement par des étudiants du Cégep de Matane.

Ce programme sera actif dès la rentrée scolaire de septembre 2024 avec de l'aide aux devoirs en français, en mathématique et des activités d'éveil scientifique.

Le programme de l'École des Grands a déjà fait ses preuves puisqu'il existe depuis 2015, avec aujourd'hui pas moins de 15 cégeps qui y prennent part dans la province et en Ontario.

Il s'adresse aux élèves du primaire issus des milieux les plus défavorisés. Les mentors qui participent reçoivent quant à eux une mention sur leur bulletin pour souligner leur engagement.

L'enseignante Mylène Fortin du Cégep de Matane se charge de mener ce programme et de former les mentors.

L'aide aux devoirs se déroulera les samedis matins de 9 h à midi au cégep. Le programme prévoit aussi un transport et un déjeuner gratuit pour les jeunes.

Pour la première année d'opération, une seule école de La Matanie sera participante. Elle sera prochainement annoncée par le Centre de service scolaire des Monts-et-Marées.

La directrice adjointe du service à l'enseignement au Cégep de Matane, Teresa Foord, souligne un programme gagnant gagnant. « Au-delà de la reconnaissance de l'engagement des mentors, le programme favorise le développement de leur résilience académique, leur permettant de mieux surmonter les obstacles et persévérer dans leurs études. »

Bernard Drainville inaugure les écoles des Navigateurs et des Échos



Néomédia Vaudreuil-Soulanges

Par Jessica Brisson, Éditrice adjointe
En collaboration avec Marie-Claude Pilon

Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville était de passage dans Vaudreuil-Soulanges, ce lundi, afin d'inaugurer officiellement les deux nouvelles écoles secondaires sur le territoire.

Dans un premier temps, le ministre s'est arrêté à Saint-Zotique, à l'École secondaire des Navigateurs. Pour l'occasion il était accompagné, entre autres, de la directrice générale du Centre de services scolaire des Trois-Lacs, Chantal Beausoleil, du maire de Saint-Zotique, Yvon Chiasson, du directeur de l'établissement, Patrick Maisonneuve, et de la députée de Soulanges, Marilyne Picard.

Dans l'après-midi, le ministre s'est rendu à Vaudreuil-Dorion pour inaugurer l'École secondaire des Échos. La députée de Vaudreuil, Marie-Claude Nichols, les membres du conseil municipal de Vaudreuil-Dorion, le directeur de l'établissement Jean-François Drouin, ainsi que le maire, Guy Pilon, se sont joints à la délégation pour prendre part à l'inauguration.

Tant du côté de Saint-Zotique que du côté de Vaudreuil-Dorion, les événements étaient animés par des étudiants.

« L'arrivée d'une nouvelle école dans une communauté est toujours un événement rassembleur. Il s'agit d'un lieu de rassemblement si important et très symbolique d'abord pour nos jeunes qui y passent beaucoup de temps pour leur apprentissage et qui y développent leurs responsabilités. Pour tous les membres du personnel, une école est certainement un milieu de travail stimulant et agréable... Ces nouvelles écoles qui poussent un peu partout au Québec ont de quoi nous rendre très fiers. Elles sont grandes, lumineuses, chaleureuses et parfaitement adaptées au contexte pédagogique actuel. Je voudrais donc remercier toutes les personnes qui ont contribué à ce projet majeur pour notre collectivité », a souligné la députée de Soulanges, Marilyne Picard.

Pour sa part, le directeur de l'école secondaire de Saint-Zotique, Patrick Maisonneuve, a remercié tout le personnel de l'établissement. *« Ce n'est pas toujours évident d'arriver dans une nouvelle école, car tout est à faire. Il y a beaucoup de défis à surmonter et vous avez réussi à le faire. Ensemble, nous naviguons avec les élèves vers la réussite. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'école se nomme Des Navigateurs. »*

Des espaces lumineux et évolutifs

Le nouveau concept adopté par Québec pour la construction des écoles mise sur l'utilisation de matériaux nobles tels que le bois naturel, l'aluminium et le verre ainsi que sur la lumière naturelle avec une importante fenestration. Il prévoit également l'aménagement d'espaces pédagogiques flexibles et évolutifs.

Le ministre Drainville a d'ailleurs profité de la tribune qui lui était offerte pour faire l'éloge des installations, qui rappelons-le, sont parmi les premières écoles dites de nouvelle génération.

« Au-delà de la beauté physique, c'est une école qui nous permet d'aller plus loin dans la mission de l'école, dont la transmission des connaissances, la réussite scolaire et tout le reste... Nous sommes fiers de mettre des sous dans de nouvelles écoles... Bravo et merci en particulier aux membres du personnel. Maintenant que nous avons une belle école, il faut s'assurer que les élèves qui vivent dans cette école, pour qui c'est un milieu de vie, réussissent le plus possible. Je vous fais confiance chers membres du personnel scolaire », a indiqué le ministre Drainville.

En plus des aires communes, des salles de classe et des laboratoires, les deux nouvelles écoles comptent deux gymnases doubles ou un auditorium pouvant accueillir jusqu'à 400 personnes.

Le maire de Vaudreuil-Dorion, Guy Pilon, a rappelé lors de l'inauguration, les importants investissements faits par la Ville, entre autres, dans l'auditorium de l'École secondaire des Échos. *« La Ville a investi près de 1 million de dollars pour bonifier les salles et l'extérieur. Nous avons déjà une entente avec l'école pour occuper le terrain, à la hauteur de 1,3 M\$ »* a-t-il souligné.

L'importance de la communauté

Lors de son allocution à l'École secondaire des Échos, la directrice générale du Centre de services scolaire des Trois-Lacs, (CSSTL), Chantal Beausoleil, a tenu à mettre de l'avant le lien entre l'histoire de la région et celle de l'éducation au Québec en rappelant que la première polyvalente de la province, la Cité-des-Jeunes, a ouvert ses portes à Vaudreuil-Dorion, il y a maintenant 60 ans. *« Un modèle que l'on doit au bâtisseur de l'éducation au Québec, Paul-Gérin-Lajoie. Je ne crois pas me tromper en affirmant que notre région est un terreau fertile pour l'éducation ».*

Mme Beausoleil a également salué le travail des équipes-écoles et l'implication de l'ensemble des membres du personnel, et ce, tant à Vaudreuil-Dorion qu'à Saint-Zotique.

« Afin de faire vivre une école après sa construction, nous avons besoin d'une multitude de personnes. Merci aux membres du personnel qui rendent les établissements vivants et intéressants pour nos jeunes. Votre contribution est essentielle afin de former les citoyennes et les citoyens de demain. Je remercie les élèves qui, au quotidien, nous inspirent tous à nous dépasser. J'espère que vous profitez pleinement des installations que vous offre vos écoles », a-t-elle ajouté.

Invitée à prendre la parole, la députée de Vaudreuil, Marie-Claude Nichols s'est dit fort honorée de prendre part à l'inauguration de l'École secondaire des Échos. Elle a d'ailleurs tenu à féliciter Jacob Benoit, un citoyen de Vaudreuil-Dorion, à qui l'établissement scolaire doit son nom.

« Je veux souligner l'apport d'un citoyen de Vaudreuil-Dorion pour le nom de l'école. Un concours avait été lancé pour trouver le nom de l'école et c'est M. Benoit qui a remporté le concours avec le nom les Échos. Il a été inspiré par l'hebdomadaire qui a été créée dans les années 1950 par Paul-Gérin-Lajoie, L'Écho de Vaudreuil-Soulanges et Jacques-Cartier. Le nom fait aussi référence au titre d'une chanson de Félix-Leclerc. Je trouvais que c'était un bel amalgame et on devrait justement en faire écho car il s'agit d'une belle histoire ».

Mme Nichols a également tenu à s'adresser aux étudiants présents lors de l'inauguration ainsi qu'aux personnels et aux parents. *« Aux élèves présents, cette école-là c'est la vôtre. C'est un lieu où vous allez pouvoir cultiver vos talents, poursuivre vos passions et vous préparer pour les défis de demain. Profitez de chaque instant que vous allez passer ici pour apprendre, grandir et vous épanouir. À tous les parents, enseignants, tuteurs, je vous invite à être des partenaires actifs dans le parcours éducatif des enfants. Vous savez que votre soutien et votre engagement sont essentiels pour le succès de ces enfants parce qu'ensemble, nous formons une communauté éducative solide et engagée », a-t-elle ajouté.*

Finalement, le directeur de l'établissement de Vaudreuil-Dorion, Jean-François Drouin à souligné: *« Une école, c'est une mini-société. Nous sommes appelés à collaborer avec différentes personnes qui apportent chacune leur touche particulière qui permet une grande richesse d'intervention pour les élèves. Je ne peux passer sous silence une équipe-école extraordinaire. C'est une grande fierté pour moi de voir notre établissement se développer grâce à tous ces gens ».*

Communiqué (s)

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES
L'Émergence dévoile sa nouvelle image !

17 avril 2024



Le personnel du Centre de formation professionnelle L'Émergence, est fier d'annoncer une étape significative dans son histoire avec le dévoilement de son nouveau logo. Ce changement d'image représente plus qu'une simple évolution esthétique; il incarne les valeurs fondamentales qui les animent : la collaboration, la bienveillance, la rigueur et la capacité d'adaptation. Ces principes sont au cœur de leur mission et reflètent leur engagement à offrir une formation de qualité, axée sur le succès de chaque élève.

Depuis sa fondation en 1993, le Centre s'est démarqué par son engagement envers l'excellence éducative. Avec deux pavillons, l'un situé à Deux-Montagnes et l'autre à Sainte-Marthe-sur-le-Lac, L'Émergence a su s'adapter aux besoins changeants du marché du travail et de sa communauté étudiante.

En effet, le Centre propose un éventail de 13 programmes répartis dans 5 secteurs clés de l'éducation professionnelle : communication et documentation, santé, administration, fabrication mécanique, ainsi qu'alimentation et tourisme. Cette diversité de programmes permet de répondre aux aspirations variées de leurs élèves ainsi qu'aux demandes spécifiques des industries et des secteurs d'activités qu'ils servent.

Le nouveau logo de L'Émergence, avec ses formes modernes et épurées, symbolise leur volonté d'aller de l'avant, d'innover et de s'adapter aux défis futurs tout en restant fidèle à leurs valeurs. Il traduit leur vision d'une communauté éducative dynamique, inclusive et résolument tournée vers l'avenir.

Dans cette nouvelle ère de L'Émergence, chaque défi est une opportunité et chaque succès une occasion de célébrer notre communauté.

Pour plus d'information

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE

Compétitions First : La robotique à son meilleur

17 avril 2024



Des élèves de l'École secondaire de la Montée et de l'École secondaire du Triolet se sont démarqués lors des compétitions de robotique qui avaient lieu à Montréal et dans l'État de New York au mois de mars dernier!

Équipe de l'école secondaire de la Montée

Première compétition | 1er au 3 mars | Montréal

Le festival de robotique de Montréal a été une réussite pour l'équipe d'Hyperion 3360, malgré quelques embuches. Quelques problèmes de communication et d'électronique lors des premières parties de qualification ont fait en sorte qu'ils ont terminé 9e au classement parmi les 40 équipes présentes. L'équipe a été sélectionnée comme 2e robot par l'alliance #5 pour les séries éliminatoires. Après trois parties enlevantes, Hyperion 3360 a malheureusement été vaincu. L'équipe est tout de même repartie avec un prix de la qualité du robot.

Deuxième compétition | 20 au 23 mars | Albany (État de New York)

La deuxième compétition s'est bien déroulée pour Hyperion 3360, grâce à un robot solide et une équipe bien préparée. Après neuf parties de qualifications, l'équipe était au 25e rang sur les 51 équipes. Le hasard des alliances ne les ayant pas avantagés, ils ont tout de même impressionné les autres équipes par leurs performances individuelles. Hyperion 3360 a été sélectionné par le capitaine de l'alliance #2 pour participer aux séries finales. Les jeunes se sont finalement inclinés lors de la partie 13, contre l'alliance qui a perdu en grande finale.

Équipe de l'école secondaire du Triolet

Première compétition | 1er au 3 mars | Montréal

L'équipe de robotique de l'école du Triolet a vécu une compétition en dent de scie au festival de robotique de Montréal. Les attentes étaient élevées après avoir terminé au premier rang lors de la précompétition tenue le 17 février à Bedford, dans l'État du New Hampshire. On y aura vu une belle précision du lancer des notes ainsi que quelques belles ascensions, mais des problèmes mécaniques ont affecté la constance du robot. Les Harfangs 3117 ont tout de même terminé au 26e rang et ont ainsi été sélectionnés comme 3e robot par l'alliance #4. Ils se sont finalement inclinés en 3e ronde lors des séries.

Deuxième compétition | 13 au 16 mars | Fingerlake (État de New York)

Les Harfangs 3117 ont dû démontrer beaucoup de ténacité pendant la compétition de Finger Lakes Regional, à Rochester, dans l'État de New York. Les pépins techniques qui se sont succédés ont donné lieu à beaucoup d'action dans les puits pour améliorer les performances du robot. Même si l'équipe a dû se contenter d'une 53e place lors des qualifications, les juges ont tout de même reconnu la valeur du robot en lui décernant le prix spécial des juges, remis pour une particularité originale par rapport aux critères évalués. En effet, l'équipe du Triolet a été très audacieuse dans son utilisation de nouvelles pièces produites en impression 3D pour révolutionner le design de son robot. Les Harfangs ont en outre fabriqué un mécanisme de protection innovant, à la fois léger et polyvalent.

Félicitations à toutes et à tous pour la collaboration et le dépassement!